

L'ECHO CORREZE

SOCIÉTÉ

L'avenir durable des territoires ruraux?

A l'occasion du changement de présidence au sein de l'association Notre Village, les territoires ruraux se cherchent un avenir et une identité dans une société en voie d'urbanisation galopante.

Le monde change, la France change et les territoires ruraux n'échappent pas à cette loi de l'évolution. En quelques décennies, la France est passée d'une société rurale, aux profondes racines paysannes à une société citadine plurielle. Les données se sont inversées. Les 80% de la population française vivant à la campagne et dans ses villages se sont installés en ville et dans ses longues arborescences péri-urbaines.

Alors que l'agriculture vit une crise structurelle sous l'effet d'une mondialisation des productions et des échanges, les territoires ruraux se cherchent une place, une identité à part entière. Sans oublier que la crise environnementale s'est ajoutée à la crise économique.

Dans ce contexte de recomposition, l'association Notre Village joue depuis quelques années la carte «verte» du développement durable via la mise en application de l'agenda 21 (lire encadré).

A l'origine de la création de l'association, en 1992, Charles Ceyrac, ancien président du conseil général et maire de Collonges-la-Rouge, avait agité le chiffon rouge de la désertification sous le label «SOS Villages»...

En presque 20 ans, les enjeux et l'association ont évolué. Le tout nouveau président Claude Duval, maire de Mellé (Ille-et-Vilaine) a été élu en mai dernier à la présidence en remplacement de Pascal Coste, conseiller général et maire de Beynat.

Ce Breton, agriculteur de profession, comme son prédécesseur, affirme : «*la défense des territoires ruraux est quelque chose de moderne, pas passéiste*».

Pour le président, au cœur du développement économique et environnemental «*l'agenda 21 est porteur d'avenir, «un art de vivre» si le maître-mot des projets reste «la cohérence*».

À la «*peur d'être oubliés*» des politiques publiques, Claude Duval revendique à la place



Pascal Coste a passé la main à Claude Duval. Ce dernier devrait exercer plus de lobby à Paris sur le dossier des territoires ruraux.

«*des communes destinées à se qualifier*».

À la tête pendant 6 ans, de Notre Village, Pascal Coste a défendu les territoires ruraux : «*80% de la richesse de la France, 80% de la biodiversité, le grenier du pays... Ce n'est pas rien, un enjeu stratégique*».

Fort de ce constat, l'élu corrézien a déploré «*les liens distendus de la classe politique avec le rural*».

Pour les 20 ans de l'association, Pascal Coste aimerait

faire de la problématique des territoires ruraux un enjeu national dans le cadre de l'élection présidentielle. «*Une élection phare*» qui pourrait éclairer ce dossier en questionnant les candidats en lice...

Mais l'art de vivre a un coût. Sur fond de restriction budgétaire, le maire de Noailhac Bernard Blesu a soulevé la question des financements et du «*surcoût pour la population*».

Claude Duval a estimé qu'il

fallait être «*doublément intelligent*». Il a évoqué une «*DGF (dotation générale de fonctionnement versée par l'Etat NDLR) distribuée de manière uniforme. Il va fal-*

loir «*décarbonner*» le financement public».

L'agenda 21 pourrait servir à ce titre d'outil d'évaluation des politiques publiques. ■

S.H.

Notre Village +

En mars 2010, le Ministère de l'écologie a recensé sur le territoire national 600 agendas 21 toutes catégories confondues dont 172 élaborés par des villages. Il est à noter que sur ces mises en application, 117 ont été réalisées par l'Association Notre Village (soit 70%). Parmi elles, 40 sont localisées en Limousin.

Contact : Notre Village Le Clos Joli - 19500 Meyssac ; Tél. 05.55.84.08.70 ; site : www.notrevillage.asso.fr